

Info Birmanie

74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél : 01 46 33 41 62

Email: infobirmanie@gmail.com

SOMMAIRE :

• Actualités

Aung San Suu Kyi sommée d'arrêter la politique et menacée à nouveau par le régime

Aung San Suu Kyi fête son anniversaire en liberté

Selon Aung San Suu Kyi, « le printemps arabe est une inspiration pour le peuple birman »

Aung San Suu Kyi appelle à la mise en place d'une commission d'enquête et à l'application de la dernière Résolution du Conseil des droits de l'homme sur la Birmanie

Trois bombes explosent dans trois villes, faisant deux morts

La Birmanie : cinquième pays générant le plus de réfugiés au monde

Le sort des femmes Palaung victimes de trafic humain à la frontière chinoise

Un quotidien thaï censuré pour avoir publié un article sur Aung San Suu Kyi

La Birmanie, 2^{ème} producteur mondial d'opium derrière l'Afghanistan

La surévaluation du kyat affecte les travailleurs migrants, les agriculteurs et les exportateurs

Le travail forcé se poursuit sans relâche

Selon l'UE, les promesses du gouvernement birman doivent se transformer en action

Les États-Unis appellent les autorités birmanes à la mise en place « d'actions concrètes »

La Birmanie considérée comme un des États les plus instables au monde

• Eclairage...

Huit mois après les élections, une guerre civile menace d'éclater

• Retour sur...

• Nous soutenir, nous rejoindre

Edito

Au moins de juin, la violence et la répression du régime au pouvoir s'est exercée à bien des niveaux, faisant monter des tensions déjà grandissantes depuis l'annonce des élections législatives qui se sont tenues en novembre dernier.

L'expulsion de Michelle Yeoh dès son arrivée en Birmanie semble avoir véritablement choqué la presse internationale. L'actrice hollywoodienne qui interprète le rôle d'Aung San Suu Kyi dans le prochain film de Luc Besson serait dorénavant inscrite sur la « liste noire » du régime.

Certains médias n'hésitent pas à analyser cet épisode comme une confirmation « *que la dissolution officielle de la junte birmane n'était qu'un leurre et que le régime est toujours aussi répressif* ». Qu'en est-il alors des dizaines de milliers de réfugiés qui fuient les attaques répétées de l'armée gouvernementale dans les régions ethniques ? Des femmes qui ont récemment subi des viols collectifs perpétrés par les soldats du régime birman dans l'Etat Kachin ? Des milliers de prisonniers politiques qui demeurent incarcérés ? Ne sont-ils pas autant de confirmations ?

Malheureusement, la Birmanie n'a pas attendu l'expulsion de l'actrice malaysienne pour apporter les preuves qu'elle demeure bel et bien sous le joug d'une dictature parmi les plus violentes au monde.

Les affrontements entre les troupes gouvernementales et les groupes armés issus des minorités ethniques se sont intensifiées au cours des dernières semaines, laissant présager l'éclatement d'une guerre civile. Pour plaire à la communauté internationale, les autorités au pouvoir prétendent œuvrer à la stabilité du pays et à la réconciliation nationale. Cependant, leurs soldats continuent de piller, torturer et violer les populations civiles en toute impunité.

Alors qu'Aung San Suu Kyi se prépare à partir en tournée politique à travers le pays, le régime au pouvoir la menace de voir se reproduire la tentative d'assassinat qui a eu lieu à son encontre en 2003, lors de sa dernière libération. Il s'agit de la deuxième menace proférée par le gouvernement à l'encontre d'Aung San Suu Kyi et de son parti depuis le début de l'année. Encore un exemple probant de la volonté du gouvernement birman de mettre en place un système de « bonne gouvernance » et de mener la Birmanie vers une démocratie florissante.

Combien d'exemples de ce genre faudra-t-il pour la communauté internationale réagisse enfin ?

Qu'attend Ban Ki-moon pour faire son travail ?

Bonne lecture

L'équipe d'Info Birmanie

Politique

Aung San Suu Kyi sommée d'arrêter la politique et menacée à nouveau par le régime

Le régime birman a demandé à Aung San Suu Kyi et à son parti – La Ligue Nationale pour la Démocratie (NLD) de cesser leurs activités politiques pour se conformer à la loi. Le Lieutenant-Général Ko Ko, ministre de l'Intérieur a fait parvenir un courrier au parti de la lauréate du prix Nobel de la paix pour lui indiquer qu'elle violait la loi en conservant le siège de la LND ouvert et en émettant des communiqués officiels. La LND a été dissous de force par les autorités pour avoir boycotté les élections illégitimes et anti-démocratiques de novembre 2010. Selon le gouvernement, il n'a plus d'existence légale et n'a donc pas le droit de continuer ses activités. Le 29 juin, Aung San Suu Kyi a répondu au Ministre de l'Intérieur, déclarant dans son courrier que son parti respectait les conditions d'existence d'un parti politique prévues par la nouvelle Constitution de Birmanie et n'était donc pas en violation de la loi. La Dame de Rangoon mentionne par ailleurs un certain nombre de lois nationales en vigueur qui justifient l'existence légale de la LND. Elle termine ce courrier en demandant au Ministre de l'intérieur l'ouverture d'un dialogue sur la question de la primauté du droit dans le pays.

Parallèlement, dans deux articles parus le 29 juin dans le New Light of Myanmar, journal gouvernemental servant d'organe de propagande au régime, Aung San Suu Kyi et les membres de son parti font l'objet de menaces à peine voilées : « *Si Aung San Suu Kyi entreprend une tournée dans d'autres régions, le chaos et des émeutes pourraient émerger, comme en témoignent les incidents précédents* ».¹

Cette menace fait référence à la tentative d'assassinat dont avait été victime Aung San Suu Kyi lors de sa dernière libération en 2003, durant laquelle elle avait entrepris une tournée politique dans le Nord du pays. Son convoi avait alors été attaqué à Depayin par un groupe de mercenaires à la solde du régime. Aung San Suu Kyi a survécu à cette attaque, qui prendra plus tard le nom de « massacre de Depayin » car soixante-dix de ses partisans y ont perdu la vie. Il s'agit de la deuxième menace proférée par le régime à l'encontre d'Aung San Suu Kyi et de son parti depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement début 2011. Le 8 février, la LND avait publié une déclaration officielle explicitant sa position sur les sanctions économiques internationales à l'encontre du régime birman, précisant notamment que la libération des prisonniers politiques faisait partie des conditions indispensables à la levée des sanctions. En réaction à cette déclaration le régime avait promis « *une fin tragique* » à Aung San Suu Kyi et à son parti.²

Aung San Suu Kyi et la LND

Aung San Suu Kyi fête son anniversaire en liberté

Le 19 juin 2011, Aung San Suu Kyi a fêté son 66^{ème} anniversaire libre, après avoir passé 15 des 20 dernières années assignée à résidence. Elle a pu célébrer cet événement entourée d'environ 500 de ces partisans qui ont symboliquement libéré des oiseaux en cage. Au même moment, une cinquantaine de policiers en civil et d'agents de renseignement prenaient des photos des participants.

«*Si on me demandait ce que je souhaite pour mon anniversaire, je répondrais que je souhaite la paix, la stabilité et la prospérité dans le pays* », a-t-elle déclaré dans une brève allocution à ses partisans au siège de son parti à Rangoon.³



Aung San Suu Kyi devant le siège de son parti le jour de son anniversaire

1 New Light of Myanmar (29 juin 2011) <http://www.mrtv3.net.mm/newpaper/296newsn.pdf>

2 Le 13 février, dans un éditorial paru dans le New Light of Myanmar : « *Si Mme Suu Kyi et la LND continuent de se fourvoyer, en ignorant que la Birmanie d'aujourd'hui s'avance vers une ère nouvelle, un nouveau système et de nouvelles plateformes politiques ouvrant la voie à la démocratie, ils trouveront une fin tragique* ». Lire l'édition du New Light of Myanmar du 13 février 2011, http://www.myanmararchives.com/newspapers/The-New-Light-of-Myanmar/2011/02_Feb/13-02-2011.pdf

3 AP (19 juin 2011), Birmanie: Suu Kyi fête ses 66 ans librement

Aung San Suu Kyi et la LND (suite)

Selon Aung San Suu Kyi, « le printemps arabe est une inspiration pour le peuple birman »

« Est-ce que nous envions les peuples tunisiens et égyptiens ? Oui, nous envions leur transition rapide et sans heurt », a déclaré la lauréate du prix Nobel de la paix lors d'une conférence diffusée le 28 juin par la radio britannique BBC.⁴ Elle y compare l'attitude de l'armée, qui a largement différée de celle de l'armée birmane lors des manifestations pro-démocratique de 1988 et de 2007 qui ont été réprimées très brutalement par la junte militaire. « L'aspiration humaine universelle à la liberté nous a été ramenée par les récents développements au Moyen-Orient. Les Birmans sont aussi enthousiasmés par ces événements n'importe quel autre peuple », a-t-elle ajouté.⁵

Aung San Suu Kyi appelle à la mise en place d'une commission d'enquête et à l'application de la dernière Résolution du Conseil des droits de l'homme sur la Birmanie

Le 22 juin, Aung San Suu Kyi s'est adressée pour la première fois au Congrès américain par le biais d'une vidéo-conférence, demandant le soutien des élus à la création d'une commission d'enquête de l'ONU sur les potentiels crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Birmanie. « Le Professeur Quintana a évoqué la nécessité de la mise en place d'une commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme en Birmanie. Je soutiens son appel à l'établissement d'une telle commission (...). Il s'agit simplement d'une commission d'enquête pour déterminer quelles violations des droits de l'homme ont été commises et ce que nous pouvons faire pour s'assurer que de telles violations ne se reproduisent pas. » a-t-elle rappelé. En mars 2010, Tomás Ojea Quintana, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Birmanie a recommandé à l'ONU la création d'une commission d'enquête sur les potentiels crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il a rappelé la nature massive et systématique des violations des droits de l'homme perpétrées en Birmanie.

Durant sa déclaration, Aung San Suu Kyi a également appelé à la mise en œuvre de la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la Birmanie de mars dernier. Elle a rappelé les recommandations formulées dans cette résolution : la libération des prisonniers politiques, le respect de la liberté d'information et d'association, la mise en place d'un pouvoir judiciaire indépendant et à la réconciliation politique. Durant cette vidéo-conférence, la dame de Rangoun fait part de ses doutes quant aux intentions démocratiques d'un régime qui maintient près de 2000 prisonniers politiques derrière les barreaux : « Pourquoi sont-ils toujours en prison si ce gouvernement est véritablement déterminé à faire de vrais progrès vers la démocratie ? Si le gouvernement est sincère lorsqu'il affirme qu'il souhaite apporter la démocratie en Birmanie, les prisonniers politiques n'ont pas lieu d'exister dans ce pays », a-t-elle déclaré.⁶

Sécurité

Trois bombes explosent dans trois villes, faisant deux morts

Trois bombes ont explosé en Birmanie le 24 juin 2011, l'une dans la capitale, Naypyidaw, l'autre à Mandalay, la deuxième ville la plus importante du pays, et la troisième à Pyin Oo Lwin, près de Mandalay. Il s'agit de la première série d'attentats depuis la mise en place du nouveau gouvernement en mars dernier. Un mandat d'arrêt aurait été émis contre trois hommes d'origine Shan. Deux hommes d'origine Kachin auraient également été arrêtés à Mandalay pour leur implication dans ces incidents. L'un d'entre eux aurait coordonné les attaques. Bien que personne n'ait revendiqué ces attentats et qu'aucune preuve n'ait encore été avancée, les autorités utilisent ces explosions afin de réprimer ceux qu'elles considèrent comme des « ennemis de l'Etat ».⁷

⁴ Pour écouter la conférence d'Aung San Suu Kyi sur le thème de la liberté diffusée par la BBC (en anglais) : <http://www.bbc.co.uk/1/players/episode/p00hjtjd/>
[The Reith Lectures Aung San Suu Kyi Lecture 1 Liberty/](#)

⁵ AFP (28 juin 2011) Aung San Suu Kyi: le 'printemps arabe' est une 'inspiration' pour les Birmans

⁶ Burma Partnership, 27 juin 2011, Daw Aung San Suu Kyi Calls for a Commission of Inquiry as Conflict Continues in Eastern Burma ; AFP (265 juin 2011) Birmanie: Suu Kyi veut une enquête

⁷ DVB (29 juin) Two arrested for Mandalay bombing ; Reuters (24 juin 2011) Explosions rock Myanmar's capital, two other towns

Minorités et réfugiés

La Birmanie : cinquième pays générant le plus de réfugiés au monde

La Birmanie est le cinquième pays au monde générant le plus grand nombre de réfugiés avec 415 700 personnes fuyant les conflits internes, a indiqué [l'agence des Nations unies pour les réfugiés \(HCR\) dans un rapport](#), publié le 20 juin, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés. Le rapport estime qu'il y aurait 200 000 réfugiés birmans non-enregistrés au Bangladesh. La Thaïlande abriterait 96 675 réfugiés, principalement en provenance de Birmanie. Parallèlement, environ 53 000 réfugiés non-enregistrés résideraient au sein de neuf camps gouvernementaux, le long de la frontière birmano-thaï. Par ailleurs, les Nations unies seraient en discussion avec les autorités thaïlandaises afin de vérifier le statut de 540 000 personnes apatrides dans le pays. Selon le HCR, le nombre de réfugiés birmans n'a jamais été aussi élevé en quinze ans. Parmi ces réfugiés, 27,5 millions sont déplacés à l'intérieur de leur propre pays, ce qui est un record en dix ans. L'Afghanistan continue d'être en tête de liste, avec 3 millions de réfugiés, suivis par l'Irak, la Somalie et la République démocratique du Congo.⁸

Le sort des femmes Palaung victimes de trafic humain à la frontière chinoise

L'Organisation des femmes Padaung (PWO) vient de présenter son dernier rapport "Stolen Lives" afin de dénoncer le trafic humain qui a lieu le long de la frontière sino-birmane et dont les principales victimes sont les femmes issues de l'ethnie Palaung, un peuple des montagnes fort d'environ un million de personnes qui vivent au Nord de l'Etat Shan, près de la frontière chinoise. Selon ce rapport, trafiquants sans scrupules, déclin économique, militarisation, et une pénurie de femmes due à la politique de l'enfant unique mise en place en Chine ont contribué au trafic de femmes de l'ethnie Palaung vers la Chine. « Depuis 2007, nous avons constaté 72 cas de trafic impliquant 110 personnes », a déclaré Moe Lway Kam de la PWO. Parmi ces victimes il y aurait onze enfants de moins de 10 ans. Selon ce rapport, 25% des femmes victimes de ce trafic ont été forcées d'épouser des hommes chinois et 10% ont été contraintes de rejoindre l'industrie du sexe. Neuf victimes sur dix n'en n'ont pas réchappé.⁹ Cliquez sur le lien pour lire le rapport "[Stolen Lives—Human Trafficking from Palaung Areas of Burma into China.](#)"

Liberté d'expression

Un quotidien thaïlandais censuré pour avoir publié un article sur Aung San Suu Kyi

Une nouvelle politique de censure a été établie par le gouvernement birman. Alors que l'ensemble des publications écrites étaient jusqu'à présent soumises à un mécanisme de censure préalable, les autorités ont déclaré le 8 juin 2011 que certaines publications pourraient dorénavant en être dispensés. Cette nouvelle mesure touche 178 revues exclusivement consacrées au sport, au divertissement, à la technologie, la santé, et la littérature pour enfants. A peine quelques semaines après la promulgation de cette nouvelle réglementation, un avertissement a été envoyé à plusieurs journaux basés à Rangoun afin qu'ils n'essaient pas d'en tirer parti. Les autres publications couvrant l'actualité, l'économie, la religion, les faits divers et l'éducation sont toujours dans l'obligation de fournir le contenu de leur publication au bureau de la censure 7 jours à l'avance. Alors que certains voient déjà dans cette mesure un signe « d'assouplissement de la censure », la réalité est tout autre : le système de censure préalable permettait aux journaux de modifier leur contenu, en fonction de ce que le bureau de la censure jugeait « approprié » de publier et ainsi de conserver la majorité de leur publication. Dorénavant, c'est la publication intégrale qui sera retirée de la vente si un article ou une



partie du contenu est considéré comme inapproprié. Le bureau de la censure (PSRD) a ainsi interdit la distribution à Rangoon de l'édition du Bangkok Post du 19 juin, après avoir découvert que le quotidien thaïlandais consacrait plusieurs pages à la prochaine tournée politique d'Aung San Suu Kyi. La couverture de l'article affichait une photographie en pleine page d'Aung San Suu Kyi. Cette interdiction intervient moins de trois semaines après que l'autorisation ait été donnée de distribuer en Birmanie le Bangkok Post (Thailand).¹⁰

⁸ The nation (20 juin 2011) Burma is the fifth world largest refugee producer: UN report

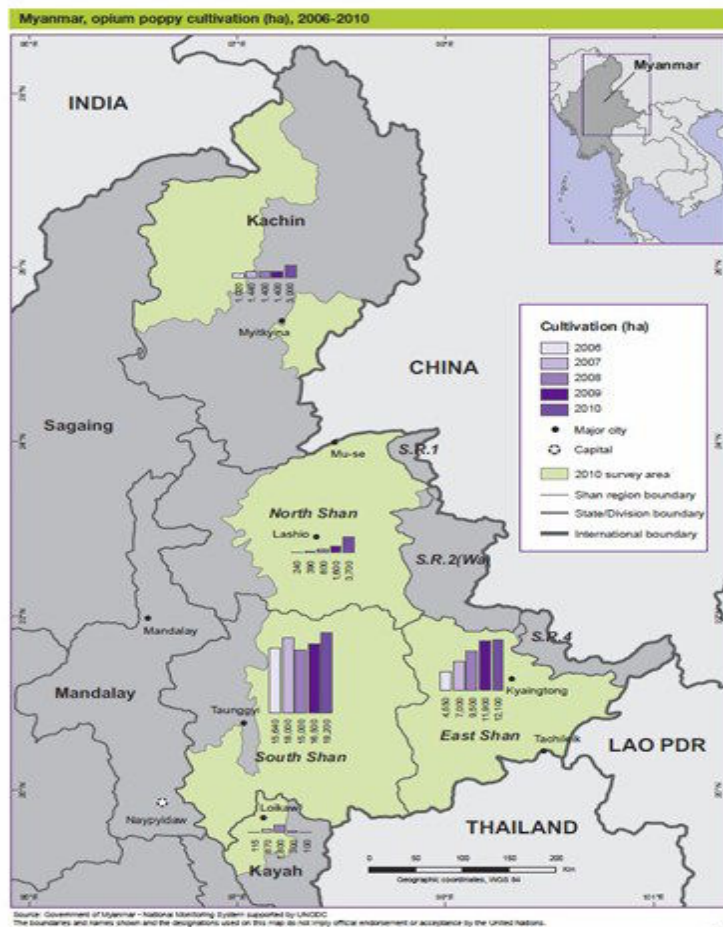
⁹ Irrawaddy (14 juin 2011) A Grim Trade: Trafficking Palaung Women to China

¹⁰ Irrawaddy (20 juin 2011) BKK Post Censored for Suu Kyi Feature ; Irrawaddy (27 juin 2011) Press Censors Issue Warning to Rangoon Editors ; Mizzima (9

Economie

La Birmanie, 2^{ème} producteur mondial d'opium derrière l'Afghanistan

La production birmane d'opium est passée de 5% en 2007 à 12% en 2010, selon un nouveau rapport publié par le Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui classe la Birmanie au deuxième rang des plus grands producteurs mondiaux d'opium après l'Afghanistan. Dans son rapport de 2011, l'ONUDC indique que la culture de l'opium dans le monde a augmenté de 5% au cours de l'année dernière. La Birmanie constituerait «le principal moteur de cette croissance mondiale», avec une augmentation de 20% de sa production d'héroïne en 2010. Parallèlement, le gouvernement birman tente de contrer cette réputation en communiquant sur ses opérations de lutte anti-drogue. Le 26 juin, afin de marquer la journée des Nations unies contre le trafic de drogue, les autorités birmanes ont brûlé d'importantes quantités de drogue saisies pour une valeur totale d'environ 50 millions de dollars. Les groupes ethniques les plus impliqués dans la production de drogues sont généralement ceux qui sont en bons termes avec le gouvernement, ce dernier fermant les yeux devant des activités illicites lorsque les deux parties en tirent des bénéfices.¹¹

La surévaluation du Kyat affecte les travailleurs migrants, les agriculteurs et les exportateurs birmanes

Le 10 juin, la valeur du kyat -la monnaie birmane - était estimée à 750 kyats pour un dollar US, ce qui représente une hausse de près de 50 % par rapport à la valeur de la monnaie birmane en 2007 (1 450 kyats pour un Dollar US) en 2007 et une surévaluation de 10% par rapport à mai 2011 (830 kyats pour un dollar US en mai 2011). Cette surévaluation rapide inquiète les industries exportatrices qui craignent de voir leurs profits baisser. Le taux de change instable a également eu un impact négatif sur les agriculteurs. Une diminution des exportations agricoles avaient déjà conduit à un excédent domestique et à une baisse des prix à l'intérieur du pays. Enfin, l'appréciation de la valeur du kyat a également eu un impact négatif sur les familles birmanes recevant des fonds en dollars américains de leurs proches vivant à l'étranger. Les systèmes informels de transfert d'argent ont suspendu leurs services jusqu'à ce que la valeur du kyat se stabilise.¹²

¹¹ Irrawaddy (24 juin 2011) Burma Narrows Gap with Afghanistan as Leading Opium Producer ; AFP (26 juin 2011) La Birmanie brûle pour 50 millions de dollars de drogue

¹² Irrawaddy (2 Juin 2011) Export Sector Concerned about Drop in Dollar's Value; Irrawaddy (6 Juin 2011) When a Worthless Currency Appreciates; Myanmar Times (06 Juin 2011) Rubber industry hurt by price fluctuations

Communauté internationale

Le travail forcé se poursuit sans relâche

En juin, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a déclaré que le nombre de plaintes concernant le travail forcé en Birmanie avaient considérablement augmenté. L'OIT a rappelé l'incapacité du régime à faire des progrès significatifs visant à l'élimination de cette pratique en Birmanie. Steve Marshall, un représentant de l'organisation internationale en Birmanie, a déclaré que l'OIT avait reçu 506 plaintes de travail forcé depuis début 2010. Cela représente plus du double du nombre de plaintes reçues au cours des trois années précédentes. Selon Steve Marshall, le nombre de plaintes ne reflètent pas la véritable ampleur du travail forcé dans le pays, car beaucoup de gens ignorent encore leurs droits.

Le 13 juin, à l'occasion d'une conférence internationale sur le travail, Aung San Suu Kyi a exprimé dans un message vidéo l'espoir de voir l'OIT étendre ses activités et aider à faire entrer le pays dans une ère de justice sociale.

« Nous nous tournons vers l'OIT pour qu'elle étende ses activités en Birmanie afin d'aider l'avènement d'une ère de justice sociale dans notre pays », a-t-elle déclaré, insistant pour que les travailleurs birmans aient la possibilité de former des syndicats.¹³

Selon l'Union européenne, les promesses du gouvernement birman doivent se transformer en actions

Une délégation européenne en visite en Birmanie a déclaré voir des signes encourageants de la part du nouveau gouvernement de Birmanie mais souhaite que les promesses de réformes soient suivies par des actes, selon Robert Cooper, en charge de la délégation. Cette mission qui a débuté le 20 juin avait pour but de mesurer l'ampleur du changement intervenu au sein du nouveau régime dit « civil » ainsi que les possibilités d'intensifier l'engagement de l'Union européenne envers ce dernier, a déclaré M. Cooper. Il s'agit de la première visite de haut rang d'une délégation européenne depuis que le gouvernement a pris ses fonctions en mars dernier. M. Cooper a affirmé que cette visite ne représentait pas un changement de politique de la part de l'Union européenne.¹⁴

Les États-Unis appellent les autorités birmanes à la mise en place « d'actions concrètes »

Au mois de juin, à l'issue d'une visite de trois jours en Birmanie, le sénateur américain John McCain a déclaré que la Birmanie pourrait connaître un « printemps arabe » et que les sanctions américaines devaient être maintenues jusqu'à ce que le gouvernement birman mette en place des réformes concrètes. « Les vents du changement soufflent désormais, et ils ne seront pas confinés au monde arabe. Les gouvernements qui évitent à présent les réformes finiront par faire face à un changement révolutionnaire plus tard [...] Comme Aung San Suu Kyi l'a elle-même déclaré, sans actions concrètes de la part d'un gouvernement signalant une profonde volonté de changement démocratique, il ne doit y avoir aucun assouplissement ni levée des sanctions. », a déclaré le sénateur républicain à l'American Center à Rangoun.¹⁵

La Birmanie considérée comme un des Etats les plus instables au monde

La Birmanie reste l'État de l'Association des Nations de l'Asie du Sud Est (ASEAN) le plus instable et figure parmi les vingt États les plus fragiles au monde, selon « l'index des États défaillants 2011 » (*Failed States Index 2011*), un rapport préparé conjointement par le magazine Foreign Policy et l'organisation américaine Fund for Peace. Il s'agit d'une des premières analyses de la situation politique actuelle en Birmanie depuis que le nouveau gouvernement dirigé par le président Thein Sein a pris le pouvoir le 30 mars 2011. Le rapport publié au mois de juin évalue la stabilité de 177 États à travers le monde en se basant sur des indicateurs de risque. Pour se faire, le rapport a identifié douze facteurs qui pourraient conduire à l'effondrement de ces États, dont la pression démographique, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées internes, le déclin économique, ainsi que l'état des services publics et la situation des droits de l'homme.

La Birmanie obtient les plus mauvais scores dans les domaines de la légitimité de l'État, des droits de l'homme, et de l'homogénéité du développement. Parmi les pays qui ont obtenu les plus mauvais scores en terme de légitimité de l'État, la Birmanie se place derrière seulement trois pays : la Corée du Nord, la Somalie et le Tchad.¹⁶

13 AFP (07 Juin 2011) Forced labour complaints up in Myanmar: Centre d'actualité de l'ONU (19 juin 2011) Aung San Suu Kyi appelle l'OIT à accroître son action au Myanmar

14 AP (22 juin 2011) EU fact-finding mission to Myanmar encouraged by visit, but seeks actions matching words; AFP (20 juin 2011) Une délégation de l'UE en Birmanie pour rencontrer le nouveau gouvernement

15 Irrawaddy (3 juin 2011) McCain: Burma Could Face Revolt, Sanctions Should Remain; Irrawaddy (24 juin 2011) House Speaker Warns Against 'Arab Spring'

16 Irrawaddy (27 juin 2011) Irrawaddy (3 juin 2011) Burma ranked 18th on failed state index

Eclairage : Huit mois seulement après les élections, une guerre civile menace d'éclater

Alors que de nombreux observateurs ont voulu interpréter l'annonce des élections qui se sont tenues en Birmanie en novembre 2010 comme un signe d'avancée pour le pays, le mouvement démocratique birman ainsi qu'un grand nombre d'organisations de défense des droits de l'homme n'ont eu de cesse de répéter qu'à l'inverse, un processus électoral illégitime et anti-démocratique ne pouvait en rien mener le pays vers la réconciliation nationale. Comme l'ont montré les affrontements qui ont eu lieu dans l'Etat Karen au lendemain des élections, ce processus entièrement verrouillé par les militaires au pouvoir n'a fait qu'accroître les tensions avec les minorités ethniques, faisant gronder toujours plus fort la menace de l'éclatement d'une guerre civile.

A Myawaddy et à Three Pagodas Pass, à quelques pas de la frontière avec la Thaïlande, ces affrontements avaient donné lieu au flux migratoire de réfugiés birmans vers la Thaïlande le plus important en 20 ans.¹ Mais cela n'a pas suffi à alerter la communauté internationale sur la gravité de la situation.

Quelques mois plus tard, conscient de pouvoir continuer à agir en toute impunité, le régime birman a lancé de nouvelles offensives militaires dans l'Etat Shan, brisant l'accord de cessez-le-feu signé il y a 22 ans avec un groupe armé shan, la Shan State Army- North (SSA-N), en attaquant le quartier général de l'organisation, en mars dernier. Les rapports d'organisations des droits de l'homme shan révèlent alors une augmentation des violations des droits de l'homme depuis le début des affrontements qui ont causé la fuite de plusieurs milliers de civils à l'intérieur même du pays ainsi qu'en direction des pays voisins. Les affrontements continuent depuis et les crimes commis par l'armée birmane durant ces offensives comprennent des viols collectifs, des tirs de mortier sur des populations civiles, des emprisonnements arbitraires, des pillages et des actes de torture. Au mois de juin, les troupes de la Tatmadaw auraient tué huit civils, et auraient utilisé des armes chimiques dans leur offensive contre la SSA-N.

Toujours au mois de juin, ce sont les Kachin que les troupes gouvernementales ont pris pour cible. Minorité ethnique vivant dans le Nord du pays, près de la frontière avec la Chine, les Kachin ont entrepris une résistance et ont formé la Kachin Independence Army (KIA). Celle-ci fût jadis l'un

des plus importants groupes armés de Birmanie. Des projets hydroélectriques développés dans la région par des groupes chinois ont engendré de nouvelles tensions, entre autre liées au déplacement de nombreuses populations. Les conflits entre la KIA et les troupes gouvernementales ont causé la mort de sept personnes et entraîné le déplacement forcé de près de 13 000 civils. Au cours de ces affrontements, les soldats de l'armée birmane ont commis un grand nombre de viols. La Kachin Women's Association Thailand (KWAT)², association basée en Thaïlande représentant les femmes kachin, dénonce l'utilisation systématique et généralisée du viol comme arme de guerre au cours de ces attaques.

1 Le jour des élections et les jours suivants, des conflits armés ont opposé l'armée birmane à une faction dissidente du groupe armé Karen Democratic Karen Buddhist Army (DKBA). Sources: Mizzima News (11 Jan 11) DKBA and junta troops engage in two-day fight; Irrawaddy (27 Jan 11) Clashes Continue in Karen State; DVB (27 Jan 11) Villages empty as fighting intensifies²

2 La Kachin Women's Association Thailand (KWAT) est une organisation à but non lucratif qui représente les femmes Kachin et œuvre à l'élimination de toutes les formes de discriminations dans l'Etat Kachin, particulièrement celles à l'encontre des femmes. Vous pouvez consulter leur site / <http://www.kachinwomen.org/>

Suite Eclairage...

Entre le 10 et le 18 juin 2011, au moins 18 femmes et fillettes ont été victimes de viols collectifs.

Quatre d'entre elles ont été assassinées après avoir été violées, dont une devant son mari, qui était alors attaché et forcé d'assister au massacre. Une autre femme est décédée des suites des blessures causées par le viol.

Ces atrocités démontrent que les civils sont bien les cibles des attaques de l'armée birmane. Alors que la situation pour les populations vivant dans les zones de conflits ne cesse de s'empirer, le régime a relancé sa politique inhumaine des « Four Cuts ». Développée par la junte militaire dans les années 1970, cette politique consiste à couper l'accès à l'approvisionnement, au financement, à l'information et à aux possibilités de recrutement dans les régions ethniques, dans le but d'affaiblir les groupes armés.

Les Nations unies doivent de toute urgence appeler le Président Thein Sein à mettre en place un accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale et à résoudre les problèmes politiques qui déchirent le pays par le biais du dialogue plutôt que par l'utilisation de la violence.

L'ONU devrait en outre mettre en place une Commission d'enquête sur les potentiels crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés dans le pays, le plus souvent dans le cadre de ces attaques armées. Les graves violations des droits de l'homme augmentent à mesure que ces affrontements se multiplient.

Alors qu'un mandat d'arrêt international vient d'être émis à l'encontre de Mouammar Kadhafi, l'ex-dictateur libyen pour les crimes contre l'humanité commis dans son pays, la communauté internationale continue de rester passive face aux exactions systématiques et généralisées perpétrées par les autorités birmanes contre sa propre population.

De combien de viols, de pillages, de tortures et de déplacements forcés de populations le régime birman doit-il se rendre coupable avant que M. Ban Ki-moon se décide enfin à agir ?

Campagne « libérez les prisonniers politiques de Birmanie »

Libérez les prisonniers politiques de Birmanie



**Pétition de la NLD
Agissez maintenant!**

Le parti d'Aung San Suu Kyi, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), a lancé une campagne pour la libération des prisonniers politiques de Birmanie. Le parti invite le peuple à signer une pétition appelant le président Thein Sein à prendre des mesures urgentes pour la réconciliation nationale et la paix en Birmanie.

Ici en France, nous pouvons aussi participer à cette campagne en signant cette pétition:

<http://infobirmanie.wufoo.com/forms/libarez-les-prisonniers-politiques-de-birmanie/>

Retour Sur...

18 juin: Projection débat à l'occasion de l'anniversaire d'Aung San Suu Kyi



Le 18 juin, à l'occasion du 66^{ème} anniversaire d'Aung San Suu Kyi, le film « *Happy World : Birmanie, la dictature de l'absurde* » a été projeté en exclusivité à Paris, au cinéma le Nouveau Latina, à l'initiative d'Info Birmanie, en partenariat avec Alliance Ciné, Alliance des Femmes pour la Démocratie, Cinquième Etage Production, le Festival International du Film des Droits de l'Homme (FIFDH), la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH) et Le Nouveau Latina.

En 2009, deux reporters, Tristan Mendès France et Gaël Bordier sont partis en Birmanie pour y tourner clandestinement ce documentaire satirique sur l'absurdité de la dictature et ses conséquences sur le quotidien des birmans. Depuis la vie quotidienne la plus banale jusqu'aux secteurs les plus élevés de l'administration, les conséquences des décisions délirantes de la dictature sont à voir partout.

Suivie d'un débat avec Info Birmanie et l'équipe du film, cette projection était l'occasion de rappeler que si Aung San Suu Kyi est aujourd'hui libre, la Birmanie ne l'est pas, malgré la tentative des autorités du pays de faire croire à la mise en place d'une transition démocratique depuis les élections décriées de novembre 2010 et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement 'civil' début 2011. La Birmanie est toujours une dictature, une "dictature de l'absurde" comme le montre le film « *Happy World* » de Gaël Bordier et Tristan Mendès France.

Aujourd'hui, *Happy world* est une expérience hypervidéo autoproduite par Cinquième Etage Production et Upian.com, où chaque spectateur peut devenir diffuseur. L'internaute est invité à disposer du contenu gratuitement, embarquer l'expérience sur son site, solliciter une projection en compagnie de l'équipe du film.

Le résultat ? Un documentaire de 30 minutes et langue originale française et anglaise, spécifiquement réalisé et monté pour internet, présenté dans une coquille HTML 5 destinée à afficher des informations et du contenu dynamique pour enrichir la vidéo.

Merci aux organisations partenaires de cet événement ainsi qu'aux spectateurs qui sont venus assister à cette projection. Pour ceux qui n'ont pas pu se déplacer, vous pouvez maintenant visionner la version 30 mn du web documentaire en version française et anglaise : [cliquez ici](#)

Pour prolonger l'expérience du film, rendez-vous vers la constellation d'objets interactifs:

- L'excellent [Censurator](#), un module qui rhabille une page Twitter aux normes birmanes
- Une [carte interactive de l'opposition birmane dans le monde, chez OWNI](#), par Marie Normand, journaliste ex-correspondante à Bangkok pour de nombreux médias français (RFI, Libération)
- Une [infographie sur Naypyidaw, capitale fantôme du pays](#), par Concetta Sangrigoli, architecte urbaniste





74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél: 01 46 33 41 62
www.info-birmanie.org/
Mail: infobirmanie@gmail.com

« Usez de votre liberté
pour promouvoir la
nôtre »
Aung San Suu kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,
de manière ponctuelle ou régulière :*

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

**Contactez Isabelle ou Marie
au 01 46 33 41 62 ou par mail
à infobirmanie@gmail.com**